

ÉQUATEUR - Les travailleurs contre les privatisations et les mesures économiques de Moreno

Eloy Osvaldo Proaño

mercredi 20 février 2019, par [Françoise Couëdel](#)

31 janvier 2019.

Le Front unitaire des travailleurs (FUT) de l'Équateur, après une gigantesque marche dans Quito pour protester contre les mesures économiques du gouvernement telles que l'augmentation du prix des combustibles et la menace de privatisation des entreprises d'État, a exigé du président Lenín Moreno l'application de quatre mesures rectificatives.

Le mouvement ouvrier a exigé, en un premier point, la dérogation totale du décret par lequel le président a établi la hausse des prix des combustibles et l'actualisation mensuelle du coût de certains dérivés, alors que les statistiques officielles confirment l'augmentation de la pauvreté au cours de l'année écoulée.

En second lieu, il réclame la démission de Santiago Cuesta, conseiller du gouvernement, qui envisage la privatisation et la concession d'entreprises publiques. Mesías Tatamuez, dirigeant de la Confédération équatorienne des organisations unitaires des travailleurs (Cedocut), a affirmé que c'est dans le secteur des télécommunications, que le gouvernement prétend privatiser et livrer à des entreprises transnationales, que réside l'avenir de l'économie au niveau mondial.

Des porte-paroles du gouvernement ont fait savoir il y a quelques jours que débuteraient les concessions d'entreprises publiques (à commencer par celles des télécommunications et du secteur hydro-électriques), ce qui équivaut à une privatisation de fait. La quête désespérée pour trouver rapidement des fonds pour renflouer le fisc explique qu'on fasse fi de la Constitution et de l'intérêt national.

Le fond du problème est qu'un retour en arrière, quant à la vision du pays, s'est imposée dans les sphères gouvernementales. Elles n'ont plus la moindre idée de ce qu'a été l'histoire économique et sociale. On s'attaque aux biens et services publics avec les arguments du secteur privé, sans comprendre que l'entreprise publique est dirigée selon une finalité et une gestion distinctes : tandis que l'État est au service des citoyens, le secteur privé n'est motivé que par le profit, signale Juan Paz y Miño.

Ce qui est certain est que ces sphères gouvernementales obéissent aux diktats de l'étranger et des organismes internationaux, comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, en méconnaissent les néfastes expériences latino-américaines des privatisations et des concessions. Elles n'ont pas connaissance des études nationales et internationales qui analysent et remettent en cause le libéralisme économique caduque.

Sécurité sociale et corruption

Comme troisième point, les ouvriers ont revendiqué la défense de la sécurité sociale. Le FUT, a rejeté la proposition officielle d'augmentation du nombre d'annuités pour la retraite et la réduction des pensions, pour résoudre la crise de l'Institut équatorien de la sécurité sociale, tandis que les principaux coupables de la situation sont libres ou en fuite.

Le comité central des entreprises a demandé la mise en application de la proposition de Moreno d'une

« chirurgie radicale contre la corruption », pour récupérer le fruit de la corruption qui s'est envolé hors du pays.

José Villavivencio, président du FUT, a expliqué que cette mobilisation n'est que la première de nombreuses autres et a indiqué que si le gouvernement n'écoute pas leurs demandes le front de résistance s'élargira, allié à d'autres secteurs sociaux comme les Indiens, les instituteurs, les étudiants, pour que, dans la rue, se radicalise la contestation sociale.

Il faut rappeler que fin 2018, les ouvriers ont protesté contre la hausse des prix des carburants. Après les manifestations, Villavivencio, n'a pas écarté l'idée que le mouvement des travailleurs continue à participer aux initiatives de dialogue national du Gouvernement, pour arriver à un accord national, si diverses conditions étaient réunies comme la dérogation totale au décret par lequel le président Lenín Moreno a fixé l'actualisation des prix du combustible, qui suppose que le prix de certains dérivés fluctue tous les mois.

Il a exigé également un engagement écrit du mandataire pour qu'il n'y ait aucune concession d'entreprise publique. Dans le cas contraire, a-t-il dit, les ouvriers ne participeront plus aux pourparlers avec le gouvernement et les manifestations de rue se radicaliseront contre lui.

Les travailleurs ont consolidé leur alliance avec le mouvement indien qui s'est mobilisé, en début de la semaine, sur les routes de la province de Pichincha et de la zone rurale de Cotopaxi.

À la mobilisation de Quito d'autres secteurs sociaux et politiques ont également participé, comme le mouvement Pachakutik, les dirigeants de l'Unité populaire, de l'Union nationale des éducateurs, ainsi que des dirigeants politiques comme Enrique Ayala Mora, Gustavo Terán, Jorge Rodríguez, Blanca Chancoso et María Arboleda.

Eloy Osvaldo Proaño est un analyste et chercheur équatorien, associé au Centre latino-américain d'analyse stratégique CLAE, www.estrategia.la.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) :

<http://estrategia.la/2019/01/31/trabajadores-contraprivatizaciones-y-medidas-economicas-de-lenin-moreno/>.